

Trente ans après les accords d'Oslo: face à la réalité de l'apartheid

Description

Par Dr. Mustafa Barghouti, le 13 septembre 2023

Après 30 ans d'Oslo, la seule alternative à l'apartheid est celle d'un Etat démocratique avec des droits nationaux et civils égaux, y compris le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien.



Un soldat israélien se tient devant des femmes palestiniennes agitant des drapeaux palestiniens lors d'une manifestation au point de contrôle de Huwwara près de Nablus en Cisjordanie, le 1er janvier 2015 (Photo: Nedal Eshtayah/APA Images)

Les accords d'Oslo ont été signés il y a 30 ans entre Israël et les dirigeants de l'Organisation de Libération de la Palestine. L'objectif était de parvenir à un soi-disant compromis historique entre le mouvement juif sioniste et le mouvement nationaliste palestinien. L'objectif supposé de la communauté internationale était l'établissement d'une solution à deux États qui garantirait la paix et la sécurité pour les Palestiniens et les Israéliens.

Après des années de déplacement et de lutte, les Palestiniens espéraient que les accords d'Oslo mettraient fin à l'occupation militaire israélienne de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et la bande de Gaza, occupées depuis 1967, et qu'ils aboutiraient à la création d'un État Palestinien indépendant et souverain.

Les Palestiniens qui ont mené les négociations d'Oslo pensaient impressionner le monde par leur empressement à faire des compromis en faisant une concession massive en acceptant la création d'un État palestinien sur seulement 22 % de la Palestine historique. C'est la moitié de ce que les Nations unies ont accordé aux Palestiniens dans le plan de partage de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1947.

Trente ans plus tard, il est devenu évident que le « rêve » de la création d'un État palestinien grâce aux accords d'Oslo n'était qu'un cauchemar avec la poursuite de l'occupation militaire israélienne. Il est devenu évident que les accords d'Oslo n'ont fait que consolider l'occupation israélienne, car ils ne prévoyaient pas l'arrêt des activités de colonisation israéliennes dans les territoires occupés.

L'administration états-unienne et le reste de la communauté internationale ont continué à faire des déclarations sur le fait que les colonies sont des obstacles à la paix, mais n'ont pas fait pression sur Israël pour qu'il mette fin au développement du colonialisme israélien, ce qui a

entraînant la perte de la possibilité d'une « solution à deux États » et, par conséquent, de la possibilité d'une paix réelle.

Le nombre de colons israéliens, considérés comme illégaux selon la loi internationale, est passé de 121 000 à plus de 700 000. En outre, les colons israéliens sont devenus une force politique décisive pour la Knesset israélienne, avec pas moins de 14 membres sur 120. Ils sont également devenus une force décisive dans l'actuel gouvernement Netanyahu. Parmi eux, Itamar Ben-Gvir, le ministre de la Sécurité nationale. Un autre est Bezalel Smotrich, ministre des finances et gouverneur civil de facto de la Cisjordanie. Leur principal objectif est de remplir la Cisjordanie de colonies et de colons, afin que les Palestiniens, comme l'a dit Smotrich, perdent tout espoir d'avoir un État qui leur soit propre.

En entravant toutes les formes de négociations avec les Palestiniens et en favorisant l'expansion rapide des colonies, les gouvernements israéliens successifs de Netanyahu ont progressivement tué la possibilité d'une solution à deux États. Leur réponse à la présence démographique des Palestiniens, qui sont en nombre égal ou légèrement supérieur à la population juive israélienne sur le territoire de la Palestine historique, a été la création d'un État et d'une réalité d'apartheid, dans lesquels les Palestiniens ne bénéficient pas des mêmes droits que les Israéliens juifs.

Selon l'ancien chef du Mossad, Tamir Pardo, « Israël applique un système d'apartheid contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée ». Il a ajouté dans une récente interview avec Associated Press : « Dans un territoire où deux personnes sont jugées selon deux systèmes juridiques, il s'agit d'un État d'apartheid ».

Je mets en garde contre la création de l'apartheid en Palestine par Israël depuis 1998. En 2006, l'ancien président américain Jimmy Carter a écrit son livre « Palestine : Peace not Apartheid », pour lequel il a été violemment attaqué par le lobby pro-israélien. Des organisations de défense des droits humains très respectées, telles que Human Rights Watch, B'tselem et Amnesty International, ont conclu dans divers rapports qu'Israël avait imposé aux Palestiniens un système d'apartheid.

Selon le rapport d'Amnesty International, publié en 2019, « Israël impose un système d'oppression et de domination contre les Palestiniens dans toutes les zones sous son contrôle au profit des Israéliens juifs. Cela ressemble de l'apartheid au regard du droit international. » Le gouvernement israélien a peut-être aussi tué la solution à deux États, mais il a créé la réalité de l'apartheid pour les deux peuples dans le processus. La responsabilité n'incombe pas seulement aux gouvernements israéliens d'extrême droite, mais aussi à ceux qui ont rédigé l'accord d'Oslo et se sont abstenus d'affronter et d'arrêter les colonies israéliennes illégales. La responsabilité de la situation actuelle d'apartheid incombe également aux États-Unis et d'autres gouvernements européens, qui n'ont pas eu le courage d'imposer des sanctions à Israël pour empêcher l'expansion des colonies, qui est préjudiciable à l'avenir des Palestiniens et des Israéliens.

Accepter une vie de soumission à l'apartheid n'est pas une option pour les Palestiniens. La seule alternative à la vie dans un État d'apartheid (la réalité est que les Palestiniens et les Israéliens vivent déjà dans un seul État contrôlé par Israël) est un État démocratique avec des droits nationaux et civils égaux, y compris le droit à

lâ??autodÃ©termination pour le peuple palestinien.

Ce qui semble impossible est parfois plus facile que ce qui est difficile, comme le disait le cÃ©lÃ©bre musicien Daniel Barenboim. Personne nâ??a le droit de refuser aux Palestiniens le rÃ©ve de libertÃ© et dâ??Ã©galitÃ©, surtout lorsquâ??il sâ??agit de la seule alternative Ã une vie dâ??oppression sous lâ??occupation et lâ??apartheid.

Mustafa Barghouthi est mÃ©decin et membre Ã©lu du Conseil lÃ©gislatif palestinien. Il est Ã©galement le leader de lâ??Initiative nationale palestinienne.

Source: [Mondoweiss](#)

Traduction ED pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2023/09/13